ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, chargé des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés, le 28 février 1992, d'une demande d'avis sur un avant-projet d'ordonnance "relative à l'exploitation du Canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale", amendé par le ministre le 7 mai 1992, a donné le 13 mai 1992 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 28 februari 1992 door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing van Afgedankte Bedrijfsruimten verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "betreffende de exploitatie van het Kanaal, de haven, de voorhaven en de afhankelijkheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest", geamendeerd door de minister op 7 mei 1992, heeft op 13 mei 1992 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Arrêté de présentation.

Les termes "au nom de l'Exécutif", qui a délibéré, doivent être omis.

Dispositif.

Article 2.

L'article 2 ne reproduit pas les intentions des auteurs de l'ordonnance en projet, telles qu'elles sont exprimées dans l'exposé des motifs et telles qu'elles ont été, en outre, précisées par le délégué de l'Exécutif.

En effet, il ne ressort pas du texte que l'association, dont l'Exécutif sera autorisé à approuver la création, doive être constituée exclusivement entre des personnes de droit public. Par ailleurs, le texte ne dit mot de la forme juridique que pourrait revêtir cette association.

La disposition doit être revue pour rencontrer cette observation.

2. Au début de l'alinéa 1er, il est proposé d'écrire plus simplement :

"Art. 2. L'Exécutif est autorisé ...".

3. Il va de soi que l'objet de la future association devra être conforme aux dispositions des lois spéciales que cite l'alinéa 2 de la disposition en projet. Il y a donc lieu d'omettre les mots "conformément à l'article 6, § 1er, X, 2° et 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions".

4. L'alinéa 3 qui énumère, lui aussi, une évidence doit être omis.

5. A l'alinéa 4, la mention abrégée de la loi du 16 mars 1954 est inutile puisque celle-ci n'est plus visée, ensuite, qu'à l'article 11.

Par ailleurs, cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"L’association est classée dans la catégorie B des organismes prévue par l’article 1er de la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d’intérêt public. La mention de sa dénomination est ajoutée, à sa place dans l’ordre alphabétique, à la liste des organismes énumérés audit article 1er, alinéa 1er, B, de cette loi".

6. A l’alinéa 5 le terme "premiers" doit être omis.

7. L’exigence, prévue à l’alinéa 6, d’une proposition du membre de l’Exécutif exerçant la tutelle sur l’association pour que cet exécutif approuve une modification aux statuts, constitue une modalité de fonctionnement de l’Exécutif, qu’il n’appartient pas à l’ordonnance de régler.

Par ailleurs, la disposition serait mieux rédigée de la manière suivante :

"Toute modification des statuts doit être décidée par l’assemblée générale, statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés, et être approuvée par l’Exécutif".

8. Le dernier alinéa est superflu et doit être omis.

Articles 3 et 4.

1. Si l'exposé des motifs explique assez clairement en quoi la forme, le cahier des charges et le contrat de gestion se différencient, par contre le texte en projet, pas plus que l'exposé des motifs, ne révèlent à suffisance en quoi ces actes ont des contenus spécifiques.

Ainsi, la notion d'"obligations de services publics", prévue à l'article 3 comme une matière réglée par le cahier des charges implique, notamment, la fixation des conditions tarifaires et de règles de fonctionnement du service dans ses rapports avec les usagers. Or, ces points sont aussi visés, à l'article 4, 1° et 4°, en vertu duquel il s'agirait là d'une matière que devrait également régler le contrat de gestion.

2. De même, il convient que soit précisée la manière dont doivent se combiner, d'une part, le cahier des charges, à caractère réglementaire et, partant, unilatéral, et, d'autre part, le contrat de gestion, à caractère contractuel.

Sous réserve de ces deux observations importantes quant au fond, les dispositions en projet soient revues, ces dernières appellent, en outre, les remarques suivantes :

a) En ce qui concerne la terminologie, il y a lieu d'observer que la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (Moniteur belge du 27 mars 1991) ne se réfère qu'à la seule notion de "contrat de gestion", contrat qui règle notamment les tâches que l'entreprise publique assume en vue de l'exécution de ses missions de service public.

b) A l'article 3, l'adverbe "notamment" accentue l'ambiguïté du texte, qui vient d'être soulignée au sujet du contenu du cahier des charges.

c) A l'article 4, la phrase introductive serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 4. L'Exécutif et l'association concluent un contrat de gestion réglant à tout le moins les questions suivantes ... :".

d) Au même article 4, 2°, il existe une discordance entre le texte français et le texte néerlandais, ce dernier étant plus restrictif et visant uniquement le partage des bénéfices.

Le délégué de l'Exécutif a confirmé que le texte néerlandais exprime exactement l'intention des auteurs du projet.

Toutefois, une telle question ne peut pas être réglée par un contrat entre l'Exécutif et l'association, mais exclusivement par l'assemblée générale de cette association et dans le respect de ses statuts.

Il s'ensuit que les termes "l'intéressement de l'association aux objectifs visés ci-dessus et" doivent être omis.

e) Au même article, pour traduire plus exactement les intentions des auteurs de l'ordonnance en projet, il vaut mieux rédiger l'alinéa 2 de la manière suivante :

"Les (partenaires sociaux) sont associés à la négociation du contrat de gestion".

Toutefois, les termes "partenaires sociaux" ne sont pas suffisamment précis du point de vue juridique.

Il y a, dès lors, lieu de déterminer ce que ces termes visent exactement.

f) Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 3 de l'article 4 :

"Le contrat est, dès sa conclusion, communiqué pour information au Conseil de la Région de Bruxelles-capitale".

Article 5.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la raison pour laquelle, dans sa actuelle version, l'article 5 ne cite pas, parmi les organes de l'association, le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint, alors que ceux-ci, en vertu de l'article 8, assument la gestion journalière de l'association.

S'il s'agit d'une erreur matérielle, le texte doit être corrigé sur ce point.

S'il n'en était pas ainsi, il faudrait intervertir les articles 8 et 9 du projet.

Article 6.

Comme en est conscient le délégué de l'Exécutif, celui-ci devra, lorsqu'il approuvera la création des statuts de l'association, veiller au respect de l'article 21 de la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991 et de l'article 9 de l'arrêté royal du 18 décembre 1991 relatif à la dissolution de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles et au transfert de ses missions, biens, droits et obligations.

Article 7.

1. Les mots "groupe linguistique" ont une signification juridique précise. Il s'agit, en effet, d'une notion réservée aux groupes de mandataires politiques qui sont constitués, soit

dans les Chambres législatives (Constitution, article 32bis), soit dans le Conseil de la Région de Bruxelles-capitale) (loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, article 71, § 1er).

Pour éviter toute confusion, mieux vaut, dès lors, rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Deux tiers de ses membres doivent être de la même expression linguistique que celle des membres du groupe linguistique le plus nombreux au Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, le tiers restant devant être de la même expression linguistique que celle des membres du groupe linguistique le moins nombreux au dit Conseil".

2. A l'alinéa 3 de l'article 7, le mot "exclusivement" n'ajoute rien au texte et doit être omis.

3. L'alinéa 4 utilise à tort les termes "rôle linguistique" propres à la fonction publique.

Mieux vaut écrire :

"Le président et le vice-président sont nommés par l'Exécutif parmi les membres du conseil d'administration. L'un est d'expression française, l'autre est d'expression néerlandaise".

4. Le Conseil d'Etat observe que l'alinéa 4 phrase, donne à l'Exécutif le pouvoir de fixer les émoluments du président et du vice-président du conseil d'administration, alors que ceux-ci appartiennent audit conseil et que les émoluments des membres de ce dernier sont fixés par l'assemblée générale en vertu de l'alinéa 3.

Il existe donc une contradiction entre les deux alinéas dont on n'aperçoit pas la justification. Ces dispositions doivent donc être revues.

Article 8.

La troisième phrase de l'alinéa 3 prévoit que "En tout cas ne font pas du conseil d'administration et le fonctionnaire dirigeant appartiennent à des rôles linguistiques différents".

Comme l'observation en a été faite, les personnes visées n'étant pas des fonctionnaires, elles ne peuvent appartenir à un rôle linguistique.

Il faut donc écrire dans un alinéa 4 distinct :

"Le président du conseil d'administration et le fonctionnaire dirigeant doivent être d'expression linguistique différente" (1).

Article 9.

1. Il est proposé de regrouper les alinéas 1er à 4 en deux alinéas rédigés comme suit :

"Art. 9. Le collège des commissaires aux comptes est composé de trois membres nommés, chaque année, par l'assemblée générale de la manière suivante :

1° un commissaire aux comptes est choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises;

2° un commissaire aux comptes est choisi parmi les fonctionnaires de l'administration qui, au sein du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, est chargée de la tutelle sur l'association;

3° un commissaire aux comptes est choisi parmi les membres du corps de l'Inspection des Finances accrédités auprès de l'Exécutif.

Deux commissaires aux comptes doivent être de la même expression linguistique que celle des membres du groupe linguistique le plus nombreux au Conseil de la Région de Bruxelles-capitale, le troisième devant être de la même expression linguistique que celle des membres du groupe linguistique le moins nombreux audit Conseil".

2. L'alinéa 5 permet à l'assemblée générale de fixer souverainement les émoluments des commissaires aux comptes.

Or, lorsqu'il s'agit du commissaire membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises, il s'impose de tenir compte de l'article 9 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises, aux termes duquel :

"Les modalités et les conditions de la rémunération du réviseur d'entreprises sont établies et contrôlées par le conseil de l'Institut".

Par ailleurs, l'alinéa 6 prévoit que "Les statuts déterminent les pouvoirs ainsi que les modalités du fonc-

---

(1) Les mots "En tout cas", qui sont inutiles, ont été omis.

tionnement des commissaires aux comptes". Les pouvoirs des commissaires aux comptes et les modalités selon lesquelles ils exercent leurs fonctions auprès des organismes d'intérêt public, sont fixés par l'article 13 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, applicable à l'association en vertu de l'article 96 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, et de l'article 2 de l'ordonnance en projet.

Il suit de ce qui précède que l'alinéa 5 doit être adapté et que l'alinéa 6 doit être omis.

Article 10.

La disposition en projet laisse aux statuts le soin de régler les incompatibilités "au sein des organes de l'association", c'est-à-dire, selon toute vraisemblance, pour l'exercice de fonctions dans l'association et à l'extérieur de celle-ci.

Il s'agit d'une matière qui, touchant à l'intérêt général, doit être réglée dans l'ordonnance elle-même, et non point par les statuts.

Le texte doit, dès lors, être fondamentalement revu.

Article 11.

Alinéa 1er.

La première phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 11. L'Exécutif contrôle l'association".

Par ailleurs, il faut écrire, à la fin de la deuxième phrase: "conformément à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public".

Alinéa 2.

Les commissaires n'appartiennent pas à des "groupes linguistiques". Mieux vaut écrire : "Les commissaires de l'Exécutif doivent être d'expression linguistique différente".

Alinéa 3.

Il est renvoyé à l'observation qui a été formulée à propos de l'article 9, alinéa 6, pour ce qui concerne "les modalités de fonctionnement des commissaires de l'Exécutif".

Compte tenu, par ailleurs, des articles 9, 10 et 23 de la loi du 16 mars 1954 précitée pour ce qui est de leurs pouvoirs, l'alinéa 3 doit être omis.

Article 13.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 13. Avec l'autorisation de l'Exécutif et conformément à la législation applicable en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'association peut exproprier les biens immobiliers nécessaires à l'exploitation du canal, du port et de l'avant-port et de leurs dépendances".

Article 14.

Il est proposé de rédiger les alinéas 1er et 2 comme suit :

"Art. 14. L'Exécutif peut autoriser l'association à contracter ou à émettre des emprunts. En ce cas, l'association tient l'Exécutif informé de la conclusion ou de l'émission, ainsi que de l'exécution des clauses de ses emprunts.

L'Exécutif est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions qu'il détermine, le remboursement en principal, intérêts et frais, des emprunts contractés ou émis par l'association".

Article 15.

La disposition est inhabituelle. Elle a, en effet, une portée générale : elle vise tous les biens immeubles de l'association, en ce compris ceux qui ne seraient pas affectés à l'usage d'un service public ou du public.

Par ailleurs, en ne visant que les biens immeubles de l'association, une telle disposition pourrait être interprétée comme signifiant que les biens meubles ne font, en aucune manière, partie du domaine public, ce qui ne correspond, sans doute, pas à l'intention des auteurs du projet.

Cette intention, comme l'a expliqué le délégué de l'Exécutif, serait que devraient rester dans le domaine public les biens immeubles de la Société anonyme du canal qui font aujourd'hui partie de ce domaine.

La disposition, telle qu'elle est rédigée, ne traduit pas cette intention. Au demeurant, elle serait inutile, car il va de soi que les biens de la Société du canal qui faisaient partie du domaine public, qui ont été transférés et qui restent affectés à l'usage d'un service public ou du public, demeurent dans le domaine public (2).

L'article 15 peut donc être omis.

Article 16.

1. L'alinéa 1er doit être complété par les mots : "et de l'arrêté royal du 26 novembre 1990 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de la Société anonyme du canal et des installations maritimes de

---

(2) A cet égard, il est renvoyé aux articles 5 et 6 de l'avant-projet d'ordonnance organique de la voirie dans la Région de Bruxelles-capitale qui sera examiné sous le n° L. 21.550/9.

Bruxelles, à la Région flamande et à la Région de Bruxelles-capitale".

Par ailleurs, le texte néerlandais de l'alinéa serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. L'alinéa 3 fixe les pouvoirs du conseil d'administration de l'association à l'égard du personnel de celle-ci, en précisant qu'il les exercera "dans les limites (...) du statut du personnel fixées par l'Exécutif".

3. L'alinéa 4 permet à l'Exécutif, dans les conditions qu'il détermine, de pourvoir aux premières nominations des emplois restés vacants, "en dérogation au statut du personnel applicable aux agents de l'association".

Invité par l'auditeur rapporteur à justifier la légalité de cette dernière disposition, le délégué de l'Exécutif a répondu ce qui suit :

> "En la matière, il y a lieu de se référer à l'article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1988 qui précise que "Un arrêté royal ... désigne ceux des principes généraux du statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Etat qui seront applicables de plein droit, au personnel des Communautés et des Régions, ainsi qu'à celui des personnes morales de droit public qui dépendent des Communautés et des Régions ...".
>
> Parmi les critères qui font automatiquement dépendre une personne morale de droit public d'une Communauté ou d'une Région figurent, d'une part, la soumission de la personne morale aux procédés de tutelle visés dans la loi du 16 mars 1954 et, d'autre part, le fait que l'Exécutif fixe le statut du personnel.
>
> Or, dans le cas qui nous occupe, l'association de droit public sera intégrée dans la catégorie B des organismes soumis au contrôle de tutelle prévu dans la loi du 16 mars 1954; par ailleurs, il est également

prévu que l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale fixera le statut du personnel.

Dès lors, les principes généraux sont applicables au nouvel organisme.

Sur base de ce qui précède, l'Exécutif prendra les dispositions nécessaires pour que l'inscription du nouvel organisme sur la liste visée à l'article 62, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 soit concomitante avec l'entrée en vigueur des textes légaux relatifs au nouvel organisme.

...".

En exécution de l'article 87, § 4, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 tel qu'il résulte de la loi spéciale du 8 août 1988, le Roi, par arrêté délibéré en conseil des ministres du 22 novembre 1991, a fixé les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent (3). Aux termes de l'article 62, § 1er, de cet arrêté royal,

"Les principes généraux repris aux articles 1er à 60 sont applicables aux membres du personnel qui, à titre statutaire, prestent leurs services auprès des personnes morales de droit public qui relèvent (...) des Régions (...) et dont la liste est fixée par Nous après concertation avec l'Exécutif concerné".

Dès lors, tant que le Roi, qui en a seul le pouvoir, n'aura pas arrêté la liste de ces personnes morales et n'y aura pas inclus l'association qu'autorise le projet, il est prématuré de considérer que les principes généraux déterminés par l'arrêté royal du 22 novembre 1991 sont, dès à présent, applicables aux agents de ladite association, comme il est prématuré d'examiner si le projet déroge ou non auxdits principes généraux.

---

(3) Moniteur belge, 24 décembre 1991, p. 29.394 et ss. Plusieurs recours en annulation de cet arrêté royal ont été introduits devant la section d'administration du Conseil d'Etat où ils sont actuellement pendants.

---

Opschrift.

Men schrijve "aanhorigheden" in plaats van "afhankelijkheden". Deze opmerking geldt voor de gehele tekst.

Indieningsbesluit.

De tekst zou als volgt moeten worden geredigeerd : "De Minister van ... is gelast bij de Brusselse Hoofdstedelijke Raad het ontwerp van ordonnantie in te dienen waarvan de tekst hierna volgt :".

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

1. Artikel 2 is geen weergave van de bedoelingen van de stellers van de ontworpen ordonnantie, gelijk die tot uiting komen in de memorie van toelichting en gelijk die bovendien door de gemachtigde van de Executieve zijn toegelicht.

Uit de tekst blijkt namelijk niet dat de vennootschap, ten aanzien waarvan de Executieve gemachtigd zal zijn om de oprichting ervan goed te keuren, uitsluitend uit publiekrechtelijke rechtspersonen dient te worden samengesteld. Bovendien rept de tekst met geen woord over de rechtsvorm welke die vennootschap zou kunnen aannemen.

De bepaling behoort te worden herzien om aan die opmerking tegemoet te komen.

Voorts zou het beter zijn overal in het ontwerp de term "maatschappij" te vervangen door de term "vennootschap".

2. Er wordt voorgesteld om in het eerste lid eenvoudigweg te schrijven :

"Art. 2. De Executieve wordt gemachtigd om ... vennootschap, hierna te noemen "de Vennootschap"".

3. Het spreekt vanzelf dat het doel van de toekomstige vennootschap in overeenstemming zal moeten zijn met de bepalingen van de bijzondere wetten zoals die worden opgenoemd in het tweede lid van de ontworpen bepaling. Er is dus reden tot weglating van de woorden "overeenkomstig artikel 6, § 1, X, 2° en 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, en de bijzondere wet van 16 januari 1989 op de financiering van de gemeenschappen en de gewesten".

4. Ook het derde lid moet als vanzelfsprekend vervallen.

5. In het vierde lid is het onnodig de wet van 16 maart 1954 in verkorte vorm te vermelden aangezien er verderop niet meer naar wordt verwezen, artikel 11 niet te na gesproken.

Het zou trouwens beter zijn het lid als volgt te stellen :

"De vennootschap wordt ingedeeld bij categorie B van de instellingen zoals die is opgenomen in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut. De benaming ervan wordt op haar plaats in alfabetische volgorde toegevoegd aan de lijst van instellingen die in dat artikel 1, eerste lid, B, van die wet worden genoemd".

6. In het vijfde lid dient het woord "eerste" te vervallen.

7. Het in het zesde lid bepaalde vereiste dat een voordracht voorhanden dient te zijn zijdens een lid van de Executieve dat toezicht op de vennootschap uitoefent, wil de Executieve een wijziging van de statuten kunnen goedkeuren, is een voorschrift ter zake van de werkwijze van de Executieve, waarvoor geldt dat zulks niet bij wege van een ordonnantie behoort te worden geregeld.

Het zou overigens beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Voor elke wijziging van de statuten is een beslissing nodig van de algemene vergadering, die uitspraak doet met een tweederde meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, en een goedkeuring door de Executieve".

8. Het laatste lid moet als overbodig vervallen.

Artikelen 3 en 4.

1. Ofschoon in de memorie van toelichting vrij duidelijk wordt uiteengezet waarin het bestek en de beheersovereenkomst naar de vorm van elkaar verschillen, komt daarentegen in de ontworpen tekst, net zo min als in de memorie van toelichting genoegzaam tot uiting wat de specifieke inhoud van die akten is.

Zo houdt het begrip "verplichtingen op het vlak van de openbare dienstverlening", dat in artikel 3 genoemd wordt als een aangelegenheid die door het bestek wordt geregeld, onder meer het bepalen van de tariefvoorwaarden en van de regels voor de werkwijze van de dienst in zijn betrekkingen met de gebruikers in. Die punten zijn echter ook aan de orde in artikel 4, 1° en 4°, krachtens hetwelk het zou gaan om een aangelegenheid die tevens door de beheersovereenkomst geregeld zou moeten worden.

2. Evenzo behoort nader bepaald te worden welk onderling verband moet bestaan tussen het bestek, dat van verordenende aard is en bijgevolg eenzijdig, en de beheers-overeenkomst, die van contractuele aard is.

Onder voorbehoud van die twee belangrijke opmerkingen, die meebrengen dat de ontworpen bepalingen moeten worden herzien, behoren bij deze de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

a) Wat de terminologie betreft, dient te worden opgemerkt dat in de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (Belgisch Staatsblad van 27 maart 1991) alleen verwezen wordt naar het begrip "beheerscontract", een contract dat onder meer de taken regelt die het overheidsbedrijf op zich neemt ter vervulling van zijn opdrachten van openbare dienst.

b) In de Franse tekst van artikel 3 versterkt het bijwoord "notamment" de dubbelzinnigheid van de tekst, die hierboven reeds is vastgesteld in verband met de inhoud van het bestek.

c) Het zou beter zijn de inleidende volzin van artikel 4 als volgt te stellen :

"Art. 4. De Executieve en de vennootschap sluiten een beheerscontract dat ten minste de volgende aangelegenheden regelt :".

Daarbij aansluitend zou het beter zijn overal in het ontwerp de term "beheersovereenkomst" te vervangen door de term "beheerscontract".

d) In datzelfde artikel 4, 3°, is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst; de strekking van de Nederlandse tekst is beperkter en betreft uitsluitend de verdeling van de winst.

De gemachtigde van de Executieve heeft overigens bevestigd dat de Nederlandse tekst de bedoeling van de stellers van het ontwerp nauwkeurig weergeeft.

Een zodanige kwestie kan echter niet worden geregeld door middel van een contract tussen de Executieve en de vennootschap, doch alleen door de algemene vergadering van die vennootschap en in overeenstemming met de statuten.

Bijgevolg moeten de woorden "De verdeling van de winst van de Maatschappij voor de doelstellingen waarvan sprake hierboven en" vervallen.

e) Teneinde de bedoeling van de stellers van de ontworpen ordonnantie nauwkeuriger weer te geven, zou het beter zijn het tweede lid van datzelfde artikel 4 als volgt te redigeren :

"De (sociale partners) worden betrokken bij de onderhandelingen over het beheerscontract".

Uit juridisch oogpunt is de uitdrukking "sociale partners" evenwel niet voldoende nauwkeurig.

Derhalve moet worden bepaald wat die uitdrukking precies inhoudt.

f) Voor artikel 4, derde lid, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Zodra het contract gesloten is, wordt het ter kennisgeving medegedeeld aan de Brusselse Hoofdstedelijke Raad".

Artikel 5.

De Raad van State vraagt zich af waarom artikel 5, in zijn huidige lezing, de leidend ambtenaar en de adjunct-leidend ambtenaar niet vermeldt onder de organen van de vennootschap, ofschoon deze laatsten krachtens artikel 8 het dagelijks bestuur van de vennootschap uitoefenen.

Indien het een misslag betreft, moet de tekst dienovereenkomstig worden aangepast.

Indien zulks niet het geval is, moeten de artikelen 8 en 9 van het ontwerp omgewisseld worden.

Artikel 6.

De gemachtigde van de Executieve is zich ervan bewust dat wanneer de Executieve de statuten van de vennootschap zal goedkeuren, zij ervoor zal moeten zorgen dat artikel 21 van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, wordt nageleefd, alsook artikel 9 van het koninklijk besluit van 18 december 1991 betreffende de ontbinding van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel en de overdracht van haar taken, goederen, rechten en verplichtingen.

Artikel 7.

1. De term "taalgroep" heeft een precieze juridische betekenis. Het betreft immers een begrip dat uitsluitend gebruikt wordt in verband met de groepen van politieke gezagsdragers ingesteld in de Wetgevende Kamers (Grondwet, artikel 32bis), of nog in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad (bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 71, § 1).

Om iedere verwarring te voorkomen zou het derhalve beter zijn het tweede lid als volgt te redigeren :

"De taal van tweederde van de leden van de raad van bestuur moet dezelfde zijn als die van de leden van de grootste taalgroep in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, en

de taal van het overige derde moet dezelfde zijn als die van de leden van de kleinste taalgroep in die Raad".

2. Het woord "uitsluitend" in het derde lid van artikel 7 voegt niets aan de tekst toe en behoort daarom te vervallen, zodat het derde lid als volgt kan luiden :

"De Executieve benoemt en ontslaat de bestuurders op de voordracht van de algemene vergadering. Zij bepaalt de bezoldiging van de bestuurders".

3. In het vierde lid wordt ten onrechte het woord "taalrol" gebruikt, dat eigen is aan het openbaar ambt.

Het zou beter zijn te schrijven :

"De Executieve benoemt de voorzitter en de ondervoorzitter onder de leden van de raad van bestuur. De ene is Nederlandstalig, de andere Franstalig".

4. De Raad van State wijst erop dat de Executieve krachtens de derde volzin van het vierde lid bevoegd is om de bezoldiging van de voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur te bepalen, ofschoon zij deel uitmaken van die raad en de bezoldiging van de leden ervan krachtens het derde lid door de algemene vergadering wordt bepaald.

Er bestaat dus een tegenstrijdigheid tussen die twee leden, en de Raad van State ziet niet in hoe deze kan worden verantwoord. Die bepalingen moeten dus worden herzien.

Artikel 8.

De derde volzin van het derde lid bepaalt : "In elk geval moeten de voorzitter van de raad van bestuur en de leidend ambtenaar tot een verschillende taalrol behoren".

Zoals reeds eerder is opgemerkt, kunnen de betrokkenen niet tot een taalrol behoren omdat zij geen ambtenaren zijn.

In een onderscheiden vierde lid moet dus worden geschreven :

"De taal van de voorzitter van de raad van bestuur en die van de leidend ambtenaar moeten verschillend zijn" (4).

Artikel 9.

1. Voorgesteld wordt het eerste tot en met het vierde lid te hergroeperen in twee leden, luidende :

---

(4) De woorden "In elk geval" zijn als overbodig weggelaten.

"Art. 9. Het college van commissarissen bestaat uit drie leden die jaarlijks door de algemene vergadering als volgt worden benoemd :

1° één commissaris wordt gekozen onder de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren;

2° één commissaris wordt gekozen onder de ambtenaren van het bestuur dat in het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest belast is met het toezicht op de vennootschap;

3° één commissaris wordt gekozen onder de leden van het korps van de Inspectie van Financiën die aangewezen zijn voor de Executieve.

De taal van twee commissarissen moet dezelfde zijn als die van de leden van de grootste taalgroep in de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, en de taal van de derde moet dezelfde zijn als die van de leden van de kleinste taalgroep in die Raad".

2. Krachtens het vijfde lid bepaalt de algemene vergadering eigenmachtig de bezoldiging van de commissarissen.

Wanneer het echter de commissaris betreft die lid is van het Instituut der bedrijfsrevisoren, moet rekening worden gehouden met artikel 9 van de wet van 22 juli 1953

houdende oprichting van een Instituut der bedrijfsrevisoren, dat voorschrijft :

> "De modaliteiten en voorwaarden in zake bezoldiging van de revisor worden bepaald en gecontroleerd door de raad van het Instituut".

Overigens schrijft het zesde lid voor : "De statuten bepalen de bevoegdheden en de werkingsregels van de commissarissen". De bevoegdheden van de commissarissen en de wijze waarop zij hun ambt uitoefenen bij de instellingen van openbaar nut, worden geregeld bij artikel 13 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, die op de vennootschap toepasselijk is op grond van artikel 96 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, en van artikel 2 van de ontworpen ordonnantie.

Uit het voorgaande vloeit voort dat het vijfde lid moet worden aangepast en dat het zesde lid moet vervallen.

Artikel 10.

De ontworpen bepaling laat het aan de statuten over de onverenigbaarheden te regelen "in de organen van de Maatschappij", dit is naar alle waarschijnlijkheid voor de uitoefening van ambten in de vennootschap en erbuiten.

Het gaat om een aangelegenheid die gelet op het algemeen belang in de ordonnantie zelf moet worden geregeld en niet in de statuten.

De tekst zelf moet derhalve grondig worden herzien.

Artikel 11.

Eerste lid.

Het zou beter zijn de eerste volzin als volgt te redigeren :

"Art. 11. De Executieve houdt controle op de vennootschap".

Voorts behoort er aan het slot van de tweede zin te worden geschreven : "overeenkomstig de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut".

Tweede lid.

De commissarissen behoren niet tot taalgroepen. Het zou beter zijn te schrijven : "De taal van de commissarissen van de Executieve moet verschillend zijn".

Derde lid.

Er wordt verwezen, wat "de werkingsregels van de commissarissen van de Executieve" betreft, naar de opmerking die in verband met artikel 9, zesde lid, is geformuleerd.

Rekening houdend bovendien, wat hun bevoegdheden betreft, met de artikelen 9, 10 en 23 van de eerder genoemde wet van 16 maart 1954, moet het derde lid vervallen.

Artikel 13.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 13. Met de machtiging van de Executieve en overeenkomstig de wetgeving die van toepassing is inzake onteigening ten algemenen nutte, kan de vennootschap onroerende goederen onteigenen ten behoeve van de exploitatie van het kanaal, van de haven en van de voorhaven en de aanhorigheden ervan".

Artikel 14.

Er wordt voorgesteld het eerste en het tweede lid als volgt te redigeren :

"Art. 14. De Executieve kan de vennootschap ertoe machtigen leningen aan te gaan of uit te geven. In dit geval houdt de

vennootschap de Executieve op de hoogte van het sluiten of van de uitgifte, alsmede van de uitvoering van de bepalingen van haar leningen.

De Executieve wordt ertoe gemachtigd de terugbetaling van de hoofdsom, rente en kosten, van de door de vennootschap aangegane of uitgegeven leningen ten opzichte van derden te waarborgen, onder de door haar vast te stellen voorwaarden".

Artikel 15.

De bepaling is ongebruikelijk. Zij heeft immers een algemene strekking. Zij heeft betrekking op alle onroerende goederen van de vennootschap met inbegrip van die welke niet zouden bestemd zijn om door een openbare dienst of door het publiek te worden gebruikt.

Overigens zou een bepaling die alleen betrekking heeft op de onroerende goederen van de vennootschap zo kunnen worden geïnterpreteerd dat zij betekent dat de roerende goederen op generlei wijze deel uitmaken van het openbaar domein, hetgeen wellicht niet in overeenstemming is met de bedoeling van de indieners van het ontwerp.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Executieve zou het de bedoeling zijn dat de onroerende goederen van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal die thans deel uitmaken van het openbaar domein hiertoe zouden moeten blijven behoren.

Die bedoeling is in de bepaling zoals ze geredigeerd is niet terug te vinden. Overigens zou ze overbodig zijn want het is vanzelfsprekend dat de goederen van de vennootschap Zeekanaal die tot het openbaar domein behoorden, welke zijn overgedragen en bestemd blijven om door een openbare dienst of door het publiek te worden gebruikt, tot het openbaar domein blijven behoren (5).

Artikel 15 kan dus vervallen.

Artikel 16.

1. Het eerste lid moet worden aangevuld met de woorden : "en van het koninklijk besluit van 26 november 1990 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel overgaan naar het Vlaamse Gewest en naar het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

Bovendien zou de Nederlandse tekst van dat lid beter als volgt worden geredigeerd :

"De Executieve wordt ertoe gemachtigd aan de vennootschap het personeel van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel over te dragen dat naar het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest is overgegaan

---

(5) In dat verband wordt verwezen naar de artikelen 5 en 6 van het voorontwerp van organieke ordonnantie voor het wegennet in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest dat zal worden onderzocht onder het nr. L. 21.550/9.

met toepassing van de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, en van het koninklijk besluit van 26 november 1990 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de Naamloze Vennootschap Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel overgaan naar het Vlaamse Gewest en naar het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

2. In het derde lid worden de bevoegdheden van de raad van bestuur van de vennootschap bepaald ten opzichte van het personeel ervan, waarbij wordt verduidelijkt dat hij ze zal uitoefenen "binnen de grenzen (...) van het statuut van het personeel die zijn bepaald door de Executieve".

3. Het vierde lid maakt het de Executieve mogelijk onder de door haar te bepalen voorwaarden de eerste benoemingen te doen in de vacant gebleven betrekkingen" in afwijking van (het) statuut van het personeel (dat) van toepassing (is) op de ambtenaren van de Maatschappij".

Op de vraag van de auditeur-verslaggever hoe hij de wettigheid van deze bepaling verantwoordt, heeft de gemachtigde van de Executieve het volgende geantwoord :

> "En la matière, il y a lieu de se référer à l'article 87, § 4, de la loi spéciale du 8 août 1988 qui précise que "Un arrêté royal ... désigne ceux des principes généraux du statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Etat qui seront applicables de plein droit, au personnel des Communautés et des

Régions, ainsi qu'à celui des personnes morales de droit public qui dépendent des Communautés et des Régions ...".

Parmi les critères qui font automatiquement dépendre une personne morale de droit public d'une Communauté ou d'une Région figurent, d'une part, la soumission de la personne morale aux procédés de tutelle visés dans la loi du 16 mars 1954 et, d'autre part, le fait que l'Exécutif fixe le statut du personnel.

Or, dans le cas qui nous occupe, l'association de droit public sera intégrée dans la catégorie B des organismes soumis au contrôle de tutelle prévu dans la loi du 16 mars 1954; par ailleurs, il est également prévu que l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale fixera le statut du personnel.

Dès lors, les principes généraux sont applicables au nouvel organisme.

Sur base de ce qui précède, l'Exécutif prendra les dispositions nécessaires pour que l'inscription du nouvel organisme sur la liste visée à l'article 62, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 soit concomitante avec l'entrée en vigueur des textes légaux relatifs au nouvel organisme.

...".

Ter uitvoering van artikel 87, § 4, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, heeft de Koning bij in ministerraad overlegd besluit van 22 november 1991 de algemene beginselen vastgesteld van het administratief en geldelijk statuut van het Rijkspersoneel, welke van toepassing zijn op het personeel van de Executie-

ven en de publiekrechtelijke rechtspersonen die eronder ressorteren (6). Artikel 62 van dit besluit luidt :

> "De algemene principes vermeld in de artikelen 1 tot 60 zijn van toepassing op de personeelsleden die in statutair verband zijn tewerkgesteld bij de publiekrechtelijke rechtspersonen die afhangen van de Gemeenschappen, de Gewesten en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en waarvan de lijst door Ons is vastgesteld, na overleg met de betrokken Executieve".

Zolang de lijst van die rechtspersonen niet is vastgesteld door de Koning, de enige die daartoe bevoegd is, en de door het ontwerp gemachtigde vennootschap daarin niet is opgenomen, is het derhalve nog te vroeg ervan uit te gaan dat de algemene beginselen die door het koninklijk besluit van 22 november 1991 zijn bepaald, van nu af aan van toepassing zijn op het personeel van de genoemde vennootschap, zoals het tevens te vroeg is om na te gaan of in het ontwerp al dan niet wordt afgeweken van de genoemde algemene beginselen.

---

(6) Belgisch Staatsblad, 24 december 1991, blz. 29.394 en volg. Bij de afdeling administratie van de Raad van State zijn een aantal beroepen tot nietigverklaring van dit koninklijk besluit ingediend, welke thans nog aanhangig zijn.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, conseillers d'Etat,
J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. JAUMOTTE, référendaire adjoint.

LE GREFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, conseillers d'Etat,
J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J. JAUMOTTE, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT,

C.-L. CLOSSET.